COMMUNE DE SAINT JULIEN MONTDENIS

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 25 FEVRIER 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 février à 19 heures, le conseil municipal de la commune de Saint-Julien-Montdenis, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à l'espace de la Croix des Têtes, sous la présidence de Monsieur François **ROVASIO**, maire.

Date de convocation du conseil municipal : 20 février 2025

Date d'affichage :

Présents : François **ROVASIO**, maire ; Bernard **MILLE**, 1^{er} adjoint, Martine **MASSON**, 2^{ème} adjoint, José **VARESANO**, 3^{ème} adjoint ; Nelly **CHAIN**, 4^{ème} adjoint, Marie-José **AMEVET**, Thomas **BILLON PIERRON**, Christophe **AZAÏS**, Sylvie **BORJON**, Corinne **COLLOMBET**, Véronique **FERRI**, Franck **LEFEVRE**, Raphaël **PELLEGRINI**, Alexandre **THOMAS**.

Absents : Florent **FRETY**, 5^{ème} adjoint (procuration à José VARESANO), Odile **PIATON** (procuration à Franck LEFEVRE), Isabelle **ALBERT**, Muriel **BARD** (procuration à Nelly CHAIN), Pascale **EXCOFFIER**.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Martine MASSON

1. Approbation du procès-verbal du 28 janvier 2025

Aucune remarque, procès-verbal approuvé à l'unanimité par les membres du conseil municipal présents.

2. Approbation des avenants au marché public de réaménagement du centre bourg

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal que les avenants concernent les lots suivants :

-Lot 7 : Electricité avenant n°1 : 6542,00 € HT (7850,40 € TTC), Ets GERMAIN, obligation de mise à la terre.

-Lot 3 : Charpente bois/couverture/garde-corps avenant n°1 : 1899,91€ HT (2279,77 € TTC), Entreprise Spatial Couverture, cheneaux en cuivre plus résistant dans le temps.

Approbation à l'unanimité, les membres du conseil présents autorisent le maire à signer ces avenants.

3. Cession de parcelles à Mme et M. DAMES

Vente des parcelles communales 3311 et 3313 pour une superficie de 40 m² au prix de 35 €/m² soit au total 1400 € ; les frais notariés sont à la charge de l'acquéreur.

Approbation à l'unanimité par les membres du conseil municipal présents.

4. Mandatement du centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Savoie afin de conclure une convention de participation sur le risque « santé »

La réforme intervenue en matière de protection sociale complémentaire des agents territoriaux institue une participation financière obligatoire des employeurs publics à des contrats souscrits par leurs agents de 15 € /mois (minimum) et par agent à compter du 1^{er} janvier 2026.

Les centres de gestion doivent conclure pour le compte des collectivités des conventions de participation destinées à couvrir leurs agents en matière de protection sociale complémentaire sur le risque « **santé** ». L'adhésion des employeurs territoriaux à ces conventions reste facultative.

Le CdG 73 a décidé le 27 novembre dernier d'engager une démarche visant à proposer aux collectivités et établissements publics qui le souhaiteront une convention de participation sur le

risque « **santé** ». Les employeurs territoriaux devront autoriser le Cdg73 à passer en leur nom la procédure de consultation des assureurs.

Approbation à l'unanimité par les membres du conseil municipal présents.

5. Renouvellement de l'adhésion à l'ANEM (association nationale des élus de la montagne)

Pour l'année 2025, la cotisation est de 363.65 €.

Approbation à l'unanimité par les membres du conseil municipal présents.

6. Comptes rendus de réunion

■ Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal qu'il a reçu un courrier de la part de M. Fabien DUC concernant la parcelle C1865 où il souhaiterait installer une tiny house. Il refuse de se raccorder au réseau public d'assainissement existant au motif que la mairie lui propose d'installer une pompe de relevage mais M. F.DUC n'est pas d'accord en évoquant les raisons suivantes :

-réseau public d'assainissement inaccessible

-Installation d'une pompe de relevage (coût élevé, pas écologique)

-Motifs techniques ou réglementaires peu clairs

-Il propose de prendre en charge le coût des travaux.

-M. F. DUC souhaiterait se raccorder à 230 mètres de la parcelle et traverser une zone naturelle où il n'y a aucun raccordement.

M. le Maire rappelle que l'assainissement est de la compétence de la commune, qu'un particulier n'a pas le droit de créer un réseau.

Les travaux d'aménagements du réseau collectif d'assainissement doivent être prévus au budget.

M. le Maire pense que la solution proposée par la mairie serait moins onéreuse. M. VARESANO propose d'effectuer une étude des coûts de raccordement.

■ M. RIONDET GROS Emile se plaint qu'il n'a aucune visibilité pour sortir de chez lui, car il ne voit pas les véhicules qui descendent de l'avenue Mougin à cause des voitures stationnées (garage Poingt).

M. le Maire fait les propositions suivantes :

-Allez voir le garagiste

-Mettre un miroir

■ En vue du transfert de la compétence « eau » de la commune de St Julien-Montdenis à la 3 CMA, il était impératif d'apporter des modifications aux statuts du **SIAEMM** (syndicat intercommunal d'alimentation des eaux de moyenne maurienne). L'arrêté du 24 mai 2024 a approuvé la modification des statuts de la 3 CMA et le **SMAEMM** (syndicat mixte d'alimentation des eaux de moyenne maurienne) entre les 3 communes : la Tour en Maurienne, Villargondran, la 3CMA en lieu et place de la commune de St Julien Montdenis. Le SMAEMM se substitue au SIAMM.

■ M. le Maire informe les membres du conseil municipal que l'association de jumelage et une délégation d'élus se sont rendus à Villarfochiardo le 22 février dernier.

Ce déplacement avait pour but de rencontrer le nouveau Maire pour connaître ses intentions de continuer ou pas le jumelage avec notre commune. La commune de Villardfourcade souhaite continuer le jumelage.

7. Questions diverses

Le père de M. Fabien DUC faisait partie du public lors du conseil municipal du 25 février, il a demandé l'autorisation d'intervenir sur l'assainissement (sujet déjà évoqué ci-dessus). Les membres du conseil municipal ont accepté de lui donner la parole

L'adressage des rues

Mme Collombet Corinne demande quand le nom des rues sera-t-il mis en place ?

M. VARESANO rappelle que les services techniques sont débordés et qu'ils sont en effectif réduit.

Réunions à venir :

5 mars : commission des impôts.

18 mars : commission des finances.

25 mars : réunion publique TELT

1^{er} avril : vote du budget

La séance est levée à 20H30.

**Le maire,
François ROVASIO**

**La secrétaire de séance,
Martine MASSON**